



La réindustrialisation de l'Europe: Fabrication des denrées alimentaires, innovation et économie circulaire



© shutterstock

L'innovation dans l'agriculture – exemple italien

L'innovation et la recherche et le développement (R&D) sont extrêmement importants pour toutes les branches de l'industrie. Dans les secteurs agricole et agroalimentaire, cependant, cette importance est parfois sous-estimée, en dépit du rôle de l'innovation et de la R&D dans les efforts visant à les rendre plus compétitifs et économes en énergie. L'innovation dans les processus de production et l'augmentation des exportations ont permis, dans de nombreux cas, de surmonter la crise économique.

L'industrie européenne des aliments et des boissons fournit un emploi à plus de 4 millions de personnes et affiche une balance commerciale positive de 23 millions d'euros. Le secteur italien est le troisième plus grand dans l'UE (après l'Allemagne et la France) et le second secteur le plus important de l'économie italienne après l'ingénierie.

La production de denrées alimentaires, l'innovation et l'économie circulaire sont les maîtres mots du rétablissement de l'Italie en tant que pays modèle et de la création d'une Europe plus compétitive, plus démocratique, plus proche des besoins de ses citoyens. Ce processus de sensibilisation a commencé il y a une dizaine d'années en Italie et est piloté par le secteur primaire, lequel a enregistré les meilleurs résultats à l'échelle mondiale en matière de sécurité et de qualité des denrées alimentaires, de biodiversité et de durabilité des processus de production. Ce patrimoine va de pair avec l'innovation technologique, celle des processus, et celle des produits et des services.

Le secteur reste confronté à de nombreux défis, tels que la fragmentation, des coûts logistiques élevés, une faible croissance des exportations par rapport aux concurrents, et la question des contrefaçons et imitations. Selon les estimations, les produits de contrefaçon et les imitations de produits d'aspect italien représentent un marché d'environ 60 milliards

d'euros, alors que le total des exportations de produits alimentaires et de boissons en Italie s'élevait en 2014 à 27 milliards d'euros.

L'innovation émane principalement de nouvelles générations d'agriculteurs retournées à la terre parce que le secteur agro-alimentaire italien propose un épanouissement professionnel et une qualité de la vie incomparables. L'expérience italienne peut également être utile aux jeunes entrepreneurs des autres pays. Toutefois, cette approche nécessite un système organisé, en mesure de soutenir leurs plans d'investissement et d'innovation.

De nombreux aspects de l'innovation ont une application particulière dans le domaine agricole. Le premier de ces aspects est l'innovation de procédé, qui concerne la prise de conscience du caractère limité des ressources naturelles utilisées et de la nécessité d'un meilleur équilibre dans notre croissance économique (développement durable). Selon des représentants de l'agriculture italienne, l'Italie affiche de très bons résultats dans ce domaine et pourrait échanger les meilleures pratiques avec d'autres pays. Le second aspect est l'innovation de produit, dans le cadre de laquelle la créativité et la passion des entrepreneurs et travailleurs agricoles permettent de mettre au point de nouveaux produits, non conventionnels, qui dynamiseront effectivement les exportations. Le troisième aspect est l'innovation en matière de services, qui prend en considération les conséquences sociales de l'agriculture. Les entreprises agricoles ne sont pas seulement des acteurs économiques, elles jouent aussi un rôle social. Elles contribuent à la préservation des biens communs (tels que la culture, les traditions et les bonnes pratiques).

L'innovation dans l'agriculture requiert en outre un changement de comportement considérable. La société doit comprendre que ce secteur, qui continue d'être considéré comme ancien et traditionnel, peut aussi être innovant et attrayant pour les jeunes.



L'économie circulaire: un incontournable pour l'avenir

Contrairement au modèle de l'économie linéaire, qui consiste à «extraire, fabriquer, utiliser et jeter», l'économie circulaire répond à la nécessité de créer une croissance durable afin que les produits conservent une valeur ajoutée le plus longtemps possible et que leurs composants puissent être réutilisés au maximum dans le cycle de production, ce qui permet de réduire de plus en plus la production et la mise en décharge des déchets ainsi que les pressions sur l'environnement.

L'économie circulaire est bénéfique à la société de nombreuses façons. Elle est un moyen d'utiliser les ressources naturelles, les matières premières, les produits, etc. de manière efficace et économique, et permet de réduire au minimum la pression sur l'environnement (déchets, émissions). Enfin, l'économie circulaire offre la possibilité de créer des activités durables. Selon le rapport McKinsey, entre 60 % et 80 % des ressources sont gaspillées au terme du cycle linéaire d'extraction, de fabrication, de consommation et de mise en décharge. Dans un monde où 3 milliards de consommateurs font partie de la classe moyenne, ce n'est plus viable.

La transition vers une économie circulaire implique un changement radical de mentalité chez les producteurs, les travailleurs, les consommateurs et les citoyens concernant l'utilisation des ressources et des matières premières, la conception des produits, les modèles de marché et d'entreprise ainsi que la recherche de nouvelles méthodes de transformation des déchets en ressources. Aujourd'hui, cette transition est rendue possible par l'utilisation des technologies, toujours plus accessibles, des réseaux numériques et de l'internet des objets et des services.

Un tel modèle de croissance verte implique une véritable révolution culturelle et doit s'accompagner d'une stimulation importante de la recherche et de l'innovation. Mais il exige aussi des investissements considérables en matière de technologie, d'éducation, d'organisation, de formation de nouveaux profils professionnels. En outre, il nécessite de nouveaux modes de financement et des politiques adéquates. Un environnement réglementaire favorable aux entreprises, à l'innovation et aux investissements est important pour la promotion de l'économie circulaire.

Il importe d'éliminer les obstacles systémiques qui empêchent l'adoption, par les entreprises, de modèles commerciaux circulaires, et d'utiliser efficacement des matériaux issus du flux des déchets et des réseaux d'information sectoriels et intersectoriels, notamment au niveau de l'UE.

Il conviendra aussi de se doter d'instruments financiers adéquats, en particulier pour la recherche et l'innovation, le développement des capacités et les analyses de marché, en recourant à des outils tels que le programme Horizon 2020, les Fonds structurels, la BEI et les partenariats public-privé.

Une approche de collaboration impliquant les gouvernements des États membres, les entreprises, la communauté scientifique et les consommateurs est essentielle au développement de l'économie circulaire. Il convient de faire en sorte que les partenaires sociaux et la société civile jouent un rôle actif dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques nationales de développement durable, la transition vers une économie circulaire à durabilité environnementale élevée et génératrice de nombreux emplois verts. Il est essentiel d'adopter une approche politique intégrée afin de tirer pleinement parti des possibilités d'emploi, sur la base de nouveaux profils, et de maîtriser les défis liés au passage à une économie à cycle non linéaire.

Il sera également nécessaire de former de nouveaux profils professionnels en matière de ressources humaines pour gérer ces processus, étant donné que l'éducation et la formation visant à rendre les emplois plus verts reposent sur une bonne formation de base assortie de mesures d'apprentissage tout au long de la vie active, y compris une formation axée sur l'écosensibilisation.

Il y a lieu de favoriser une culture du dialogue et de la coopération sur le lieu de travail, afin d'utiliser les ressources de manière plus rationnelle, de réduire les déchets, de recourir à des technologies et méthodes de travail propres et sans danger, et d'améliorer la qualité de l'emploi.





© shutterstock

Le rôle du commerce international dans la réindustrialisation de l'Europe

L'Union européenne est le premier partenaire commercial de 80 pays dans le monde; quelque 31 millions d'emplois dépendent des ventes dans des pays tiers. En moyenne, de nouvelles exportations pour un montant d'un milliard d'euros génèrent 15 000 nouveaux emplois dans l'UE. En Europe, plus de 600 000 PME exportatrices couvrent un tiers du total des exportations européennes et emploient 6 millions de travailleurs. Ces chiffres montrent clairement la part du commerce dans l'économie européenne et son impact sur celle-ci.

Le centre de gravité dans l'économie mondiale se déplace vers l'est. D'ici 15 ans, 90 % de la demande mondiale sera générée en dehors de l'Europe. L'importance du commerce international pour l'Europe devrait dès lors s'accroître dans les prochaines années.

Les accords de libre-échange sont des instruments fondamentaux pour développer le commerce international et assurer la croissance de l'économie mondiale. La future stratégie européenne devra se fixer comme objectif un commerce libre, fluide, simple et prévisible. En effet, dans une économie mondialisée, l'ouverture des marchés ainsi qu'une

politique commerciale prévisible sont essentielles pour favoriser la compétitivité et la création d'emplois en Europe. Il est fondamental de réduire encore les obstacles à l'accès au marché, en libérant les échanges de biens et de services dans les deux sens afin de stimuler la prospérité économique tant pour les entreprises européennes que pour celles des pays tiers.

Pour pouvoir réaliser tout son potentiel économique, l'Union européenne a besoin d'un cadre multilatéral stable pour le commerce mondial, dans lequel intégrer des accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux efficaces et offrir ainsi de nouvelles opportunités en matière d'échanges commerciaux, de création de croissance et d'emplois.

Le présent document est un résumé du séminaire de deux jours organisé les 26 et 27 octobre 2015 par le groupe des Employeurs et ses partenaires: Coldiretti, Confindustria, Confcommercio et l'AICE (Association italienne du commerce extérieur). Le premier jour de discussion était consacré au rôle du commerce international dans la réindustrialisation de l'Europe. Le deuxième jour, les participants ont surtout abordé la fabrication des denrées alimentaires, l'innovation et l'économie circulaire.



Industrie 4.0: vers une politique industrielle durable dans l'Union européenne

La numérisation de l'industrie présente un énorme potentiel en ce qui concerne, par exemple, l'automatisation, les technologies de transformation, l'augmentation de la productivité et de la flexibilité, ainsi que l'amélioration de la compétitivité. La numérisation permet à l'industrie d'économiser de l'énergie et des coûts de matières premières. Le groupe des employeurs est convaincu que la pleine exploitation du potentiel de l'internet des objets offre à l'UE une occasion unique d'aller de l'avant pour assurer sa compétitivité mondiale.

Industrie 4.0 est un modèle de fabrication avancé qui répond aux besoins du marché en ce qui concerne la production de produits et de composants sur mesure, tout en permettant de réaliser des économies d'échelle au niveau des coûts. Industrie 4.0 doit pouvoir s'appuyer sur une politique d'investissement solide, des infrastructures industrielles adéquates et la R&D. Le pôle de l'usine intelligente italien constitue un bon exemple.

Cette grappe d'entreprises applique une approche ascendante dans le but de fournir des solutions industrielles intelligentes en se focalisant sur quatre projets principaux: la fabrication durable, la fabrication adaptative, la fabrication intelligente 2020 et la fabrication à haute performance. Elle travaille également en étroite collaboration avec le monde universitaire.

Les parcs scientifiques qui promeuvent l'innovation radicale et l'innovation de produit en vue d'attirer un nombre croissant d'entreprises de haute technologie sont un autre exemple d'investissement privé dans l'innovation et la R&D. L'objectif poursuivi est l'intégration multisectorielle des connaissances et de l'expertise dans le but de tirer parti des résultats des travaux de R&D. Des entreprises en concurrence les unes avec les autres sur le marché unissent leurs forces en faveur de la recherche, de manière à réduire les coûts, accélérer le processus et trouver des solutions fructueuses.



ITALIA
EXPO MILANO 2015



CONFINDUSTRIA



Associazione Italiana
Commercio Estero
Italian Association of Foreign Trade



CONFCOMMERCIO
IMPRESSE PER L'ITALIA

Le présent document est un résumé du séminaire de deux jours organisé les 26 et 27 octobre 2015 par le groupe des Employeurs et ses partenaires: Coldiretti, Confindustria, Confcommercio et l'AICE (Association italienne du commerce extérieur). Le premier jour de discussion était consacré au rôle du commerce international dans la réindustrialisation de l'Europe. Le deuxième jour, les participants ont surtout abordé la fabrication des denrées alimentaires, l'innovation et l'économie circulaire.



Comité économique et social européen

Groupe des Employeurs

Concernant le groupe des employeurs

Le groupe des employeurs réunit des entrepreneurs et représentants d'associations d'entrepreneurs qui exercent leurs activités dans l'industrie, le commerce, les services et l'agriculture au sein des 28 États membres de l'Union européenne. Ses membres s'emploient résolument à mettre leur expérience au service de la poursuite du projet européen.

Le Comité économique et social européen est la seule institution européenne où siègent des entrepreneurs et d'autres acteurs pleinement engagés dans la vie économique et sociale de leur pays.



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99 • 1040 Bruxelles • BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications" • EESC-2015-88-FR

www.eesc.europa.eu

© Union européenne, 2015

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



FR

Print
QE-04-15-936-FR-C
ISBN 978-92-830-3025-6
doi:10.2864/402148

Online
QE-04-15-936-FR-N
ISBN 978-92-830-3024-9
doi:10.2864/14268